

Désastre financier à l'EPR d'Hinkley Point ? Par Hugues HENRI



Contexte

EDF et donc le gouvernement français, sont dans la panade financière pour la construction de l'EPR d'Hinkley Point, au Royaume-uni. Ce chantier devait être la preuve que malgré les déboires continuels des EPR français et finlandais, la filière nucléaire française demeurait compétitive et restait capable de décrocher des marchés à l'exportation.

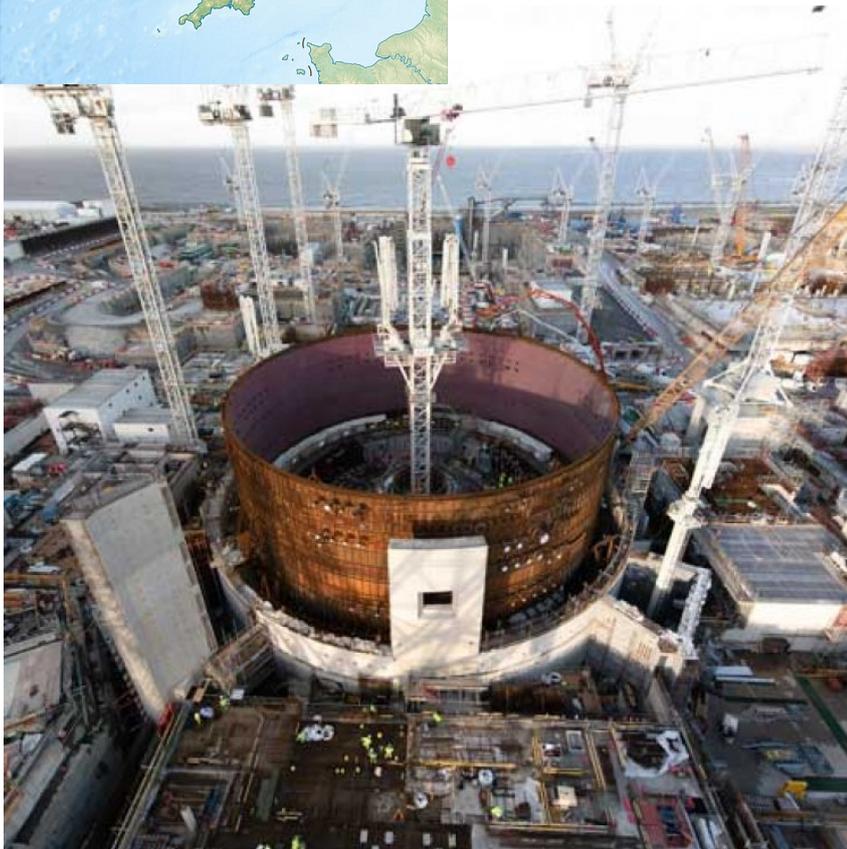
En 2016, sous la présidence de François Hollande, EDF avait signé avec le gouvernement anglais du premier ministre Camerone, un contrat pour la construction de deux EPR de 1,6 Gigawatts à Hinkley Point, dans le Sud-ouest du Royaume-uni.

La centrale nucléaire d'Hinkley Point est installée près de Bridgwater sur la côte du Somerset, à environ 8 km de l'estuaire du fleuve Paret.

L'installation est composée de trois centrales, chacune comprenant 2 réacteurs, qui sont à différents stades de leur vie. Hinkley Point A, en fonctionnement de 1965 à 2000, est en cours de démantèlement ; Hinkley Point B mise en service en 1976, et mise à l'arrêt définitif en 2022 ; les deux

EPR d'Hinkley Point C, dont la construction a démarré en 2018, pourraient entrer en service au plus tôt en 2027.

Pour quel coût ? L'équivalent de 21,8 milliards d'€, partagé. avec son actionnaire et associé chinois, China General Nuclear Power Corporation. Le





gouvernement anglais ne payait rien, mais le contrat garantissait que les deux actionnaires chinois et français recevraient un prix garanti pendant trente ans de 100€ par mégawattheure produit.

Entre-temps, Camerone s'est risqué à parier sur un vote négatif dans le référendum qu'il

a lui même lancé imprudemment sur le Brexit, mais la majorité des sujets de sa Majesté ont voté pour le Brexit ! Camerone a démissionné et ses successeurs conservateurs ont renâclé si ce n'est traîné les pieds pour honorer ce contrat.

L'intersyndicale d'EDF avait dénoncé une décision précipitée lors de la négociation du contrat et Alexandre Grillat, élu CGC au conseil d'administration confiait au Canard Enchaîné du 10/01/2024 : « *Faute de trouver suffisamment d'investisseurs pour financer la totalité du projet, EDF a dû engager ses fonds propres. Le groupe est donc complètement responsable de tous les aléas qui pourraient intervenir sur le chantier d'Hinkley Point* ».

Opinion partagée à l'époque par le Directeur général financier d'EDF, Thomas Piquemal, qui démissionna en mars 2016 en dénonçant publiquement ce projet et ses manques de financement. Piquemal est au courant d'une clause secrète du contrat sur laquelle EDF refuse aujourd'hui de s'expliquer. En effet, la co-actionnaire chinois, lorsqu'il a atteint sa quote-part, pourrait refuser de remettre au pot, laissant EDF se débrouiller seul pour financer les inévitables surcoûts qui ne manqueraient pas de se produire comme cela s'est produit pour les EPR en France et en Finlande.

Pour tout arranger, le contrat signé avec les Britanniques en 2016, prévoit une baisse de la marge bénéficiaire des deux co-actionnaires chinois et français de 0,2 point par semestre de retard. Aux dernières nouvelles, ce retard cumulé est déjà de l'ordre de quatre ans (livraison en 2029 au lieu de 2025) et les surcoûts à la charge du seul EDF s'élèvent à environ 15 milliards d'euros !

En effet, EDF a perdu son associé actionnaire chinois. CGN a été d'abord banni des USA pour cause d'espionnage économique et technologique perpétré par un industriel étatique chinois et la Grande Bretagne de Boris Johnson a suivi le mouvement. Alors, en novembre 2022, son successeur Rishi Sunak a viré CGN d'un autre mega projet nucléaire britannique en cours à Sizewell, dans le Sud-est du Royaume-uni.

EDF a posé son dôme de 245 tonnes pour la centrale nucléaire Hinkley Point C au Royaume-Uni

EDF a installé le 15 décembre 2023, le dôme de 245 tonnes qui protégera le premier des deux réacteurs nucléaires de nouvelle génération (EPR) de la centrale Hinkley Point C. Situé dans le sud-ouest de l'Angleterre, le projet accuse deux ans de retard et a vu son budget doubler depuis son lancement.

Le gouvernement britannique a convenu en 2013 d'un prix garanti à 92,50 livres (108 euros) par mégawattheure (MWh) d'électricité produite par sa centrale nucléaire Hinkley Point C pendant 35 ans. Suite aux chocs mondiaux, celui-ci a finalement grimpé à 128 de livres (149 euros) par MWh – pour un prix de marché de 140 livres (163 euros) par MWh.

Il a fallu une heure à «Big Carl», la plus grande grue du monde, pour soulever et installer le dôme d'acier de 245 tonnes sur le bâtiment haut de 44 mètres du réacteur. Le toit du bâtiment qui abritera le premier des deux réacteurs nucléaires de nouvelle génération (EPR) de la centrale Hinkley Point C, dans le sud-ouest de l'Angleterre, a été posé, vendredi 15 décembre. Prochaine étape pour le chantier britannique du constructeur EDF : installation des équipements, des tuyaux et des câbles, dont le premier réacteur, déjà sur le site et prêt à être installé l'année prochaine.



Le dôme de 47 mètres de diamètre a été construit ex situ dans un atelier temporaire afin de réaliser les 900 mètres de soudure. Les ingénieurs EDF estiment que la soudure à l'extérieur, avec une exposition au vent et la pluie, compromet le respect des normes requises du chantier. Les travaux, démarrés en mars 2017, mobilisent actuellement 10 000 personnes, constituant le plus

grand chantier européen.

Centrale nucléaire en retard et hors budget

Hinkley Point C est également la centrale électrique la plus chère du monde : son coût s'est envolé à 33 milliards de livres sterling (38 milliards d'euros) - contre 19,5 milliards de livres (23 milliards d'euros) au démarrage du chantier en 2017. Le démarrage des réacteurs nucléaires est également en retard : EDF espère le lancement de la production de l'électricité en juin 2027, alors que le chantier devait initialement s'achever à la fin de l'année 2025.

Ces deux ans de retard semblent encore relatifs aux douze ans de retard de l'EPR EDF d'Olkiluoto (Finlande), qui a démarré la production en mars 2022. En France, EDF est également embourbé dans un retard de douze ans pour l'EPR de Flamanville (Manche) : EDF a annoncé à demi-mot, fin septembre, que la centrale devrait charger son combustible au premier trimestre 2024, soit douze ans après la date initialement prévue. Estimé à 3,3 milliards d'euros en 2006, le coût du projet

normand pourrait désormais atteindre 19 milliards selon la Cour des comptes. C'est toujours moitié moins qu'au Royaume-Uni.

Nucléaire : les EPR anglais au coeur d'un bras de fer entre Londres et Paris

L'équation financière des futurs réacteurs anglais est l'objet d'un groupe de travail franco-britannique, à la demande de Bruno Le Maire. Le retrait du chinois CGN impose désormais à EDF de porter seul les surcoûts liés au retard d'Hinkley Point. Ce sujet pourrait percuter le financement de l'autre chantier nucléaire phare promis au Royaume-Uni sur le site de Sizewell.

Dans quelle mesure le Royaume-Uni pourra-t-il tenir sa promesse de relance du nucléaire ? Londres mise sur deux projets phares pour prendre le relais de ses réacteurs nucléaires vieillissants : la construction par le français EDF de deux EPR à Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre, ainsi que de deux réacteurs équivalents sur le site de Sizewell, à l'Est du pays. Or ces deux chantiers font actuellement l'objet de vives discussions en haut lieu entre Paris et Londres.

Au coeur des débats figurent les modalités de financement du projet de Sizewell, un chantier titanesque au coût estimé jusqu'ici entre 20 et 30 milliards de livres. Un projet complexe à financer compte tenu des contraintes qui pèsent sur le bilan d'EDF et le surendettement public français.

Depuis novembre 2023, CGN refuse de donner le moindre sou supplémentaire pour le chantier EPR d'Hinkley Point, obligeant EDF à payer seul l'ardoise : déjà écrasé par une dette pharamineuse de 65 milliards d'euros, l'entreprise publique re nationalisée fin 2023, doit déboursier 155 milliards d'euros pour construire les 14 EPR-2 commandés par Emmanuel Macron, mais aussi prolonger les 56 réacteurs nucléaires existants, et mettre en chantier les SMR (petits réacteurs nucléaires modulaires).

Pour essayer d'arranger les choses, le ministre de l'économie français, Bruno Lemaire a rencontré Rishi Sunak en novembre 2023. Un groupe de travail bilatéral a été créé pour tenter de convaincre Londres de mettre la main à la poche, mais pour l'heure, les Anglais n'ont rien cédé.

Conclusions

Le problème du financement des deux EPR d'Hinkley Point reste posé à l'heure actuelle. Le coût prévisionnel en 2016 était de 22 milliards d'euros partagé entre les deux actionnaires chinois et français, mais il est passé à 38 milliards d'euros aujourd'hui à payer par le seul EDF !

Voilà les faits et décidément, le nucléaire est hors de prix mais le gouvernement français a décidé de le relancer massivement en France, sans tenir compte des conseils de RTE, de l'ADEME et d'ECOWATT, qui tous proposaient de limiter la part du nucléaire et de développer les énergies renouvelables, plus compétitives et plus rapides à mettre en œuvre pour rattraper le grand retard français en la matière.

La gabegie financière que va provoquer cette relance française du nucléaire est déjà à l'œuvre à Hinkley Point. Elle a déjà entraîné le surendettement abyssal d'EDF de l'ordre de 65 milliards d'euros qui vont être épongés par le contribuable

français et par l'emprunt d'Etat. Le gouvernement n'a pas l'air de s'en soucier et va encore plus l'aggraver aux dépens des générations futures. De plus, il table sur le détournement d'une partie de l'Épargne populaire des livrets A, normalement consacrée à la construction de logements sociaux. Qu'à cela ne tienne, le déficit de logements sociaux en France est énorme avec beaucoup de SDF et de mal-logés mais Macron a décidé seul de la priorité à la relance nucléaire !